

1^{ères} élections présidentielles de l'après-guerre au SRI LANKA (1/2)

Des canons aux urnes. Dans une atmosphère délétère où violence et intimidation ont rythmé une campagne électorale de petite eau, la population de l'ancien Ceylan était appelée le 26 janvier à élire son 6^{ème} président de la République. Une « invitation » intervenant avec près de 2 ans d'avance sur le calendrier constitutionnel, le Président sortant, M. Rajapaksa, estimant opportun de capitaliser — à son profit — sur la fin de la guerre civile intervenue, après un quart de siècle, au printemps dernier (mai 2009). Une « promesse tenue » selon le chef de l'Etat, le terme de cet interminable conflit ethnico-religieux constituant la trame centrale du programme politique de la mandature passée. C'est fort de cet argument que le Président se présentait devant ses administrés ; face à lui, une vingtaine de candidats, dont son ancien chef des armées et vainqueur militaire des « tigres tamouls » du LTTE, le général S. Fonseka.

Un scrutin anticipé...et nécessaire ? Alors que le mandat présidentiel arrivait à son terme en ...2011, l'administration Rajapaksa (où l'on compte outre le Président, son frère Gobataya, ministre de la Défense, ainsi que Chamal, ministre des ports et de l'aviation) prit le pari, un semestre après la défaite militaire de la guérilla séparatiste tamoule (LTTE), de surfer sur cet indéniable succès militaire et de le transformer en réussite électorale, quitte pour cela à avancer significativement les dates du prochain scrutin présidentiel. « Un succès garanti d'avance » entendait-on alors dans toute l'île. Pourtant, dans un pays qui pensait encore ses plaies de 26 années de guerre, les priorités de la population étaient loin de cet empressement à se rendre aux urnes, des dossiers plus urgents — à commencer par le sort des centaines de milliers de réfugiés-déplacés, majoritairement tamouls, dans le nord du pays — requérant l'attention du gouvernement et ses moyens, par ailleurs limités.

De la certitude à l'interrogation...et au succès. Initialement, selon l'analyse du gouvernement, les élections de janvier 2010 devait s'apparenter à une « simple formalité » pour le Président sortant, Colombo prenant pour acquise la gratitude populaire à l'endroit de Rajapaksa *l'inflexible*, celui qui aura fait ployer les « Tigres » et ramené la paix dans cette nation malmenée depuis les années 80 par la violence, les combats, les attentats-suicides et les bilans humains tragiques (80 000 victimes). Jusqu'au jour du scrutin, il en fut très différemment. La course seul en tête se mua en un sprint imprévu et indécis lorsqu'un outsider prestigieux, le général Sarath Fonseka, ancien chef des armées et « héros militaire » de la victoire contre le LTTE, décida de présenter sa candidature, paré des ambitions réunies de toutes les forces (ou presque) de l'opposition. Un fédérateur reconverti en un clin d'œil du militaire au politique, armé du slogan « Tout sauf Rajapaksa », jouissant lui aussi d'un prestige considérable auprès de la population. Un duel mettant aux prises deux anciens « associés », d'une certaine manière... Seul général 4 étoiles (un titre remis... par Rajapaksa) de l'histoire sri lankaise, le candidat Fonseka rassembla sous sa bannière une noria de partis aux agendas en d'autres temps des plus contraires (UNP, nationalistes tamouls, minorité musulmane, marxistes du JVP, etc.), amalgamés dans le dessein de présenter un front uni, de rassembler davantage de voix, de donner une chance à la « réconciliation nationale » tant espérée. Pour ce faire, cette alliance d'opportunités confia sur la place publique ses doutes, ses critiques vis-à-vis du chef de l'Etat sortant et de son « système » : corruption, népotisme, intolérance à la critique, gestion empruntée du rapatriement des populations tamoules du nord, etc. Même l'ancienne Présidente Chandrika Kumaratunga, pourtant du même parti (SLFP) que M. Rajapaksa qui, émue par la violence des dernières semaines, l'intimidation, la corruption et l'utilisation intensive des moyens de l'Etat au profit du candidat Rajapaksa (couverture médiatique notamment) rejoignit l'avant-veille des élections les rangs des soutiens ... de S. Fonseka ! Un cocktail politique insolite qui toutefois ne triompha pas du favori : avec 58% des suffrages exprimés (contre 40% à l'ancien général), le Président sortant remporte la mise et complète son « grand chelem » : élections en 2005 (de justesse) ; défaite militaire du LTTE et fin de la guerre en 2009 ; réélection en 2010. Une victoire politique qui ne se discute (presque) pas : une élection saluée par la communauté internationale comme « libre et honnête », (presque) sans violence le jour du scrutin (mis à part dans le nord), un taux de participation raisonnablement élevé (70% ; mobilisation plus faible en territoire « libéré » : Jaffna 20%, Mullaitivu 8%, Vavuniya 32%) et un écart des voix de près de 2 millions entre les deux principaux protagonistes ; le succès est net, indiscutable.



SRI LANKA : en bref

| | |
|--------------------------|--|
| Territoire | 65 000 km ² |
| Population | 21 millions ; à 85 % rurale |
| Régime | République |
| Président | Mahinda Rajapaksa |
| Religions | Bouddhisme (75%) ; hindouisme (12%) |
| PIB/h | 2 000 \$ |
| Croissance | + 3,9 % (2009) |
| Pauvreté | 1/4 pop. sous le seuil pauvreté |
| Education | 91% de la population |
| Armée | 160 000 hommes |
| Part. commerciaux | 1 ^{er} Inde ; 2 ^e USA ; 3 ^e Chine |

SRI LANKA / élections

- 6^e élections présidentielles
- 14 millions d'électeurs
- 11 000 bureaux de vote
- 68 000 h en charge de la sécurité
- 22 candidats en lisse
- Taux de participation : 70 %
- vainqueur : M. Rajapaksa (SLFP), président sortant, 58 % des suffrages.



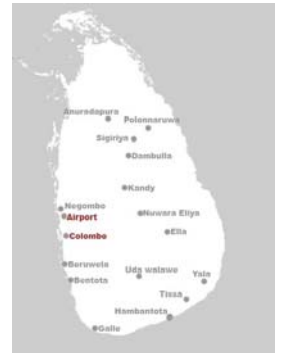
L'ex général Sarath Fonseka
(60 ans ; ancien chef des armées), grand vaincu du scrutin de 2010.

1^{ères} élections présidentielles de l'après-guerre au SRI LANKA (2/2)

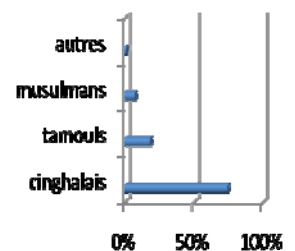
Une victoire ... et des attentes ; une feuille de route bien remplie. Conforté dans sa position d'homme fort — voire providentiel —, le Président Rajapaksa doit sans tarder regarder au-delà de cette réussite électorale et s'atteler à la tâche. Ce ne sont ni les chantiers intérieurs, ni les regards extérieurs, souvent acerbes, qui font défaut. Dans un rapport rendu public le 11 janvier (*Sri Lanka : a bitter peace*), International Crisis Group se montre, à l'instar de nombreux observateurs étrangers, particulièrement critique sur les 8 premiers mois de gestion post-conflit du gouvernement (peu de progrès en matière de reconstruction et d'établissement de conditions pour une paix durable, etc.). Dans un registre voisin, le Fonds Monétaire International (FMI), lequel a récemment consenti un prêt de 2,6 milliards de dollars à l'économie sri lankaise (affectée par une importante dette publique), a assorti son assistance de conditions « sévères ». L'économie, un thème prioritaire dans les préoccupations de l'électorat désormais délesté des affres du conflit. Conscient du besoin de satisfaire les attentes populaires, le programme électoral 2010 du candidat Rajapaksa (un pavé d'une centaine de pages) accordait une place cardinale à l'économie, à la croissance (objectif : un taux de croissance « à l'indienne » de + 8%), à l'augmentation du revenu par habitant (objectif : le doubler pour atteindre les 4000 \$/h), transformer l'insulaire Sri Lanka en un hub régional dynamique, le « Singapour de l'Asie méridionale », posté sur les grandes lignes du commerce maritime mondial. Des velléités qui s'appuient sur quelques tendances encourageantes : la bourse (Colombo Stock Exchange) enregistra en 2009 une performance remarquable (+125%), profitant de l'embellie inédite d'une fin de conflit et des besoins considérables en développement (modernisation des infrastructures), auxquels ont déjà répondu les voisins indien et chinois, jamais en peine de terrain de rivalités dans la région...

La reconstruction du pays - des régions longtemps sinistrées surtout (nord ; littoral oriental) -, le rapprochement et la concorde entre les différentes communautés ethniques et les diverses fois religieuses, la question — urgente — du sort des dizaines de milliers de réfugiés tamouls démunis de tout, prévenir la résurgence d'un séparatisme tamoul militant ou la renaissance d'un LTTE aujourd'hui moribond, la dissolution à court terme du parlement et la convocation pour des élections législatives d'ici le printemps 2010, revoir le format de l'appareil d'Etat (avec plus d'une centaine de ministres, le gouvernement sortant est un des plus pléthoriques de la planète), autant de dossiers imbriqués dont la gestion s'annonce délicate.

Quid du « perdant », des nationalistes tamouls, du spectre des « Tigres » ? Les conditions entourant la victoire électorale du Président Rajapaksa et plus encore la défaite de son challenger le plus sérieux, S. Fonseka (« assiégé » le jour du scrutin dans son QG de campagne par des troupes gouvernementales lourdement armées), engendrent un indéniable malaise que le temps et la propagande gouvernementale se chargeront de dissiper au plus vite. « Il n'y a pas d'état de droit dans ce pays. « Ils » projettent de m'assassiner » clamait le soir du 26 janvier l'ancien général, laissant entendre que dans ces conditions incertaines, un départ prochain du pays était une option très sérieusement considérée. Un questionnement que semble partager une partie de la minorité tamoule, inquiète pour son avenir dans un pays plus que jamais confié aux mains de la majorité cinghalaise bouddhiste, et réservée sur les dispositions du Président Rajapaksa et de son entourage à tendre la main, à oeuvrer avec conviction à la réconciliation nationale. Disparu dans les ultimes combats du printemps 2009 entre front de mer et lagune, le drapeau longtemps redouté des « Tigres » séparatistes tamouls du LTTE ne s'est guère mis en évidence lors de la violente campagne électorale, moins encore depuis que la victoire politique du « faucon » Rajapaksa est avérée. Si l'ancienne guérilla compte encore de nombreux soutiens parmi la minorité tamoule demeurée au pays et dans les rangs de l'abondante diaspora (Amérique du nord, Europe occidentale, péninsule arabique, Asie sud-est), elle ne représente plus en l'état une menace pour le pouvoir ; un pouvoir bien décidé à ne pas lui laisser la moindre chance de renaître de ses cendres.



mosaïque ethnique S. lankaise



Mahinda Rajapaksa
(65 ans ; réélu), 40 années de carrière politique, lauréat du 1^{er} scrutin de « l'après-guerre ».

SRI LANKA : Repères

- 1948 : indépendance
- 1956 : bouddhisme, religion d'Etat
- 1956-58 : violence anti-tamouls
- 1972 : Ceylan devient Sri Lanka ; cinghalais, seule langue nationale
- 1976 : création du LTTE (*Tigres*)
- 1983 : début de la guerre civile
- 1987-90 : Indian Peace K. Force
- 1991 : LTTE assassine le 1^{er} min. indien R. Gandhi (au Tamil Nadu)
- 2002 : médiation norvégienne et cessez-le-feu
- 2004 : tsunami ; 35000 morts.
- 2005 : élection du Pdt Rajapaksa
- 2006 : intensification des combats
- 2008 : fin du cessez-le-feu
- 2009 : défaite militaire du LTTE
- 2010 : 1^{ères} présidentielles de l'après-guerre ; Rajapaksa réélu.

Prospective : « Sri Lanka va trouver une paix durable, où toutes les communautés pourront vivre dans la dignité et l'harmonie » déclarait peu après le résultat du scrutin présidentiel, en fin observateur du dossier, le 1^{er} ministre indien M. Singh. A commencer par les 21 millions de Sri Lankais désormais soustraits aux tourments de la guerre, il est une multitude d'individus, de gouvernements et d'institutions multilatérales ne demandant qu'à croire en cette prophétie. Afin que cette dernière ait quelque chance de réussite, il s'agira de suivre au plus près et sans complaisance les avancées en la matière de l'heureux vainqueur des élections du 26 janvier, voire, en cas d'oubli et d'égarément de sa part, de lui rappeler ses engagements, aussi « providentiel » soit-il...

Olivier GUILLARD
Directeur de recherches à l'IRIS
Associé Crisis Consulting